

# Edito

## *La chance de Juncker*

Par **Olivier le Bussy**

**L**es révélations des quarante médias, qui ont exposé la façon dont le Luxembourg permet aux multinationales et aux grandes fortunes de pratiquer l'évasion fiscale à grande échelle, ont fragilisé le nouveau président, luxembourgeois, de la Commission européenne. Jean-Claude Juncker est contraint d'entamer la course de fond qu'est son mandat avec le boulet "Luxleaks" au pied. D'aucuns déploreront que les Etats membres et les eurodéputés aient confié les rênes de la Commission à l'ex-Premier ministre d'un Etat étiqueté "paradis fiscal" – ce qui était tout sauf un secret. Mais on peut aussi envisager que le vice accouche de la vertu. Sans s'exonérer de sa responsabilité politique, Jean-Claude Juncker a défendu que la concurrence fiscale déloyale pratiquée par le Luxembourg – mais pas uniquement – était le résultat du manque d'harmonisation fiscale en Europe. Admettons. Puisqu'il est désormais à la tête de l'institution qui jouit du droit d'initiative législative, il doit saisir l'occasion pour proposer un plan, crédible, de lutte contre l'évasion fiscale. Les Etats membres sont peu enclins à céder du terrain dans les matières fiscales? La Commission doit les mettre face à leurs contradictions. Alors qu'il est demandé aux citoyens européens de supporter le poids des efforts budgétaires pour assainir les finances publiques, on comprendrait mal que l'Union ne s'acharne pas à réparer cette injustice qui veut que les puissants puissent si facilement éluder l'impôt et priver les Etats de milliards de recettes. M. Juncker répète à l'envi qu'il préside la Commission "de la dernière chance", qui doit démontrer la valeur ajoutée de l'Europe. Il serait impensable qu'elle gâche l'opportunité qui se présente.